COMMUNE DE ANSE ARRETE DU MAIRE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION DEMENAGEMENT RUE SAINT VINCENT – M. SARRET

Le Maire de la Commune de Anse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2211-1 à L2212-5, L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,

Vu que la rue Saint Vincent est une voie très étroite,

Vu la demande en date du 02 juillet 2025 de M. Philippe SARRET, demeurant au 7, Rue Saint-Vincent – 69480 ANSE, afin de stationner des véhicules de déménagement devant son domicile, le 16 juillet 2025,

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ce déménagement, il y a lieu de régler la circulation et le stationnement,

ARRETE

Article 1 :

Le mercredi 16 juillet 2025, de 8h à 18h, la rue Saint Vincent sera interdite à la circulation (rue barrée), ainsi que le stationnement, pour permettre le déménagement mentionné ci-dessus.

Article 2 :

L'accès aux propriétés devra être maintenu,

La chaussée devra être libérée en cas d'urgence,

Affichage de cet arrêté sur le panneau rue barrée.

Article 3 :

Une signalisation appropriée conforme aux prescriptions ministérielles sera mise en place au moins 48 heures avant le déménagement par l'intéressé.

La Police Municipale peut, à titre gracieux, mettre à disposition des panneaux et/ou barrières (Tél. : 04.74.67.16.18). L'enlèvement et la restitution au Poste de Police (170, rue de Verdun) sont à la charge du requérant.

IL est chargé, sous sa responsabilité, du contrôle, de la surveillance et de la maintenance de cette signalisation. Dans le cas où des perturbations de la circulation proviendraient sur les voies publiques du secteur, les forces publiques pourront interrompre la validité de cet arrêté de façon temporaire ou définitive.

Article 4 :

Lors de l'achèvement de ce déménagement, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur. Tout dépôt sauvage lié au déménagement, de nature à être déposé en déchetterie, est passible d'une amende de 5^e classe (R635-8 du Code Pénal - 1500€).

Article 5 :

M. le Maire, la Police Municipale, le Commandant de Brigade de Gendarmerie et M. Philippe SARRET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi fait et arrêté le 07 juillet 2025,

Le Maire,

Daniel POMERET.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.